



PACIF a.s.b.l.

Paysans Actifs Contre l'Ignorance et la Faim

B.P. 42 Uvira/Sud-Kivu (R.D.CONGO)

B.P. 3695 Bujumbura II /BURUNDI

Tél. +243 0997721839 +243 853794002

E-mail : pacifasbl@yahoo.fr , pacifcongo@gmail.com

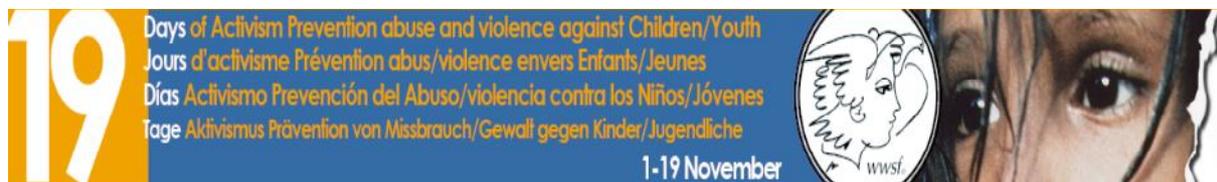
Siège Social : Uvira, République Démocratique du Congo

L'ETAT DE LIEU DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LE TERRITOIRE D'UVIRA APRES LA CAMPAGNE DE 19 JOURS D'ACTIVISME :

Sur la prévention des abus et violence contre les enfants et jeunes.



***Notre combat est celui de voir ZERO Enfant et Jeunes dans les Forces et Groupes Armés
Au Sud-Kivu, RD Congo.***



Novembre 2012

Ce présent rapport est le résultat des activités de routine sur le monitoring des cas d'abus et de violation des droits de l'enfant dans sa zone d'intervention d'une part et de participation à la campagne de 19 jours d'activisme pour la prévention d'abus et violence envers les enfants dans la zone d'intervention de PACIF. Toute fois, il fait mention des observations et constants lors d'une mission rapide de terrain. Cette campagne de prévention d'abus et violence contre les enfants et jeunes a eu lieu du 1^{er} Novembre au 19 Novembre 2012. Campagne clôturée officiellement par les activités de la célébration commémorative de la journée du 20 Novembre de chaque année, qui est une journée de droits de l'enfant reconnu au niveau mondial.

En date du 07 Novembre 2012, dans une réunion des acteurs de la protection d'Uvira, organisée par UE-PNDDR (Unité d'exécution de Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des ex-combattants) Antenne d'Uvira, il a été décidé d'organiser une mission conjointe des acteurs impliqués dans la thématique protection des enfants associés aux forces et groupes armés car, une situation d'alerte sur l'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés a été déclaré. Raison pour la quelle le vendredi, 09 Novembre 2012, une équipe de vérificateurs issus des ONG PACIF, AJEDI-Ka, RET, TPO et AJEDC avec l'appui logistique de RET qui a disponibilisé le carburant pour PACIF ainsi que 2 véhicules pour cette fin.

De part la situation d'alerte présentée dans la réunion précitée, une ONG partenaire de RET avait déjà identifié plus de 18 EAFGA dans le « **groupe Local défense** » sous le commandement d'un certain Major connu sous le nom de MBIRIZE KININGA basé à LUPANGO une petite localité de LUBARIKA dans la Chefferie de Bafuliru. Ces 18 EAFGA qui attendait être vérifiés et certifiés EAFGA (Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés) avant d'être transféré au CTO (Centre de Transit et d'Orientation) de l'ONG RET se retrouvant à Uvira qui a disponibilisé le moyen pour faciliter la mission conjointe des agences de protection de l'enfance d'Uvira n'ont pas été visibles, car cachés.

Selon les informations recueillies sur le terrain lors de nos différentes descentes et missions de terrain, il a été confirmé l'existence de cette énième force ou groupe armé qui opère sous la bénédiction des autorités de la Chefferie de Bafuliru et du pouvoir politico-administratif. Départ l'historique ou l'origine de ce mouvement, disons qu'il a pris naissance après l'échec des opérations KIMIA I, II et AMANI LEO. Ces opérations avaient l'objectif de traquer les forces négatives nationales étrangères dont **FDLR-interahamwe** et les Mai –mai réfracteurs au processus d'intégration dans la FARDC. Ces opérations après avoir échouées leur mission de déloger ces inciviques rwandais qui sèment terreur, douleur et désolation à l'égard de la population Congolaise vivant dans cette partie de la République Démocratique du Congo ont laissé la population dans la peur. C'est justement sous l'initiative de l'autorité de la Chefferie qu'on a sollicité le soutien du pouvoir politico-administratif, pour que la population puisse se prendre en charge ; assurer sa sécurité sous l'approche de « **Local défense** » qui est

une structure d'auto-défense populaire constituée en majorité des anciens démobilisés des forces et groupes armés par ex- CONADER ou ex-combattants mal réinsérés dans la vie civile et communautaire et quelques enfants non scolarisés vivant dans la pauvreté.

Ce groupe armé d'auto-défense populaire, sous le vocable « *local défense* » qui est sous le commandement d'un certain **Col. MUTULANYI SIMBA Molière**, qui est aussi le Chargé de la sécurité au niveau de la Collectivité Chefferie de Bafuliru, auraient des subalternes ou des collaborateurs qui recrutent et utilisent les enfants dans leur groupe. Cela est contraire à la constitution de la RDC et aux autres textes légaux en rapport avec la protection des droits de l'enfant en vigueur dans le pays. Cependant, selon la population locale rencontrée, elle nous a confirmé et rassuré du bienfait de l'existence de cette structure d'auto-défense populaire qui, de par sa prestation, elle sécurise la région tant bien que mal à l'égard de forces négatives qui pillent, volent, violent les femmes à l'occurrence « *FDLR –Intérahawwe* ».

Bref, l'état de lieu sur la situation des droits et protection de l'enfant est **alarmant**. Si les autorités politico-administratives et paramilitaires qui sont censées les protéger continuent à violer leurs droits fondamentaux de grandir dans un environnement protecteur alors c'est encore plus grave. Dans un groupe de 100 Combattants, les enfants sont estimés à 25 EAFGA. Alors que même un enfant dans les forces et groupes armés, *c'est déjà Trop !*

Dans la même lancée Mr. SETI MUREFU chef de poste d'encadrement de LUVUNGI rencontré dans son bureau s'est inquiété de voir que il ya comme une léthargie dans les opérations de démobilisation des enfants de force et groupes armés car, selon lui, il y a confirmation des enfants soldats dans les groupes armés présents sur les collines et montagnes surplombant Luvungi vers NDOLERA précisément.

Ces enfants associés aux forces et groupes armés précités sont utilisés pour faire la sécurité nocturne « **RONDO** » de leur localité et le matin les enfants retournent dans leurs familles. En effet presque, toutes les unités de ces groupes d'auto-défense populaire n'ont pas de regroupement ou cantonnement fixe pour les identifier la journée. Lors de nos échanges avec certaines notabilités sur la question d'utilisation des enfants dans ces groupes armés connu sous le nom de local défense, ils nous ont déclaré qu'ils imaginaient que les responsables de ces groupes de local défense sont ignorants des différents instruments juridiques nationaux et internationaux sur l'interdiction de l'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés. Raison pour la quelle pour cette campagne de 19 jours d'activisme pour la prévention d'abus et violence contre les enfants et les jeunes nous avons procédé à la distribution des exemplaires des textes sur la Convention des nations unies relative aux droits de l'enfant(CDE), son Protocole facultatif, la charte de l'union africaine portant sur droits et du bien etre de l'enfant, la nouvelle loi portant la protection de l'enfant en RDC. Plus 2500 copies ou exemplaires de ces textes précités ont été distribué dans la plaine de la Ruzizi avec l'appui issu de fonds propre de PACIF.

Le système de local défense ne sépare pas les enfants ni de leur milieu ni de leur famille. La journée ils vaquent à leurs occupations habituelles et les soirs ils retrouvent les groupes de combattant pour faire la sécurité ou pour attaquer. Le matin ils rentrent en famille. Quand advient une attaque le jour, ils participent directement aux hostilités. Nous pensons qu'il faille toucher directement les communautés et les leaders locaux en l'occurrence les chefs coutumiers avec la bénédiction desquels ces groupes sont créés et organisés...



Me. Fidèle ANDERA, Urbain MWENYIMALI, tous deux agents de PACIF, Juvénal TWAIBU de AJEDI-Ka, BASIMISE SHABANI de AJDC de Lubarika, et KWIBE MUGOBE, BUSIME respectivement le notable de Lupango et son conseiller principal lors d'une enquête de vérification des EAFGA dans les unités local défense. Séance de travail dans une paillote de Chef coutumier à Lupango/LUBARIKA.

Ils nous ont suggéré d'initier une vaste campagne de sensibilisation et éducation civique sur le processus de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés ainsi que sur les droits et la protection de l'enfant pendant la période post-conflit armé. Car, d'après eux, ils constatent que dans presque toutes les localités et groupement de la chefferie de Bafuliru il y a « de locale défense » qui malheureusement utilisent les enfants contrairement aux lois qui les protègent en RDC.



Me. Fidèle ANDERA avec le Notable MALEKERA lors de la campagne de 19 jours d'ativisme sur la prévention d'abus et violence envers les enfants et les jeunes à Lubarika.

Eu egard à ce qui précède PACIF suggère et recommande ce qui suit:

- Que les autorités politico-administratives et militaires à travers la 10^{ème} Région puissent prendre un acte sous forme d'un circulaire interdisant formellement aux Commandants de ces structures d'auto-défense populaire de circonscrire ou d'enrôler et utiliser les enfants dans leurs groupes armés quel que soient les motifs sous peine de poursuite judiciaire à l'encontre des recruteurs et utilisateurs de ces derniers,
- Que les autorités de la province puissent plaider pour l'augmentation du nombre des policiers dans toutes les localités et groupement pour assurer la sécurité de personnes et leurs biens et non un groupe de civiles sans éthique et civisme de se prendre en charge.
- Que les partenaires et bailleurs de fonds puissent appuyer PACIF pour entreprendre une campagne de sensibilisation et éducation civique sur les droits et la protection de l'enfance ainsi que le processus DDR enfant sans oublier le volet de la réinsertion des enfants démobilisés.

Enfin, nous remercions l'ONG RET pour son appui logistique et son initiative d'action en synergie et en collaboration sur terrain et espérons qu'il en sera de même les jours à venir : *un exemple à suivre*. Pour l'UE-PNDDR de continuer à coordonner les activités de la thématique pour éviter le dérapage de certaines organisations non professionnelles qui peuvent stigmatiser encore les enfants.

Privilégions la culture de prévention d'abus et violences envers les enfants et jeunes, car aucun acte de violence et d'abus n'est justifiable, nous pouvons éviter les abus et violence envers les enfants et jeunes, si nous avons la volonté, et bien sûr la volonté politique du gouvernement provincial et national.

Uvira, le 22 Novembre 2012

Pour PACIF

Urbain MWENYIMALI

